

Déclin des colos Qui sauvera les vacances populaires ?

texte
Emmanuel Daniel

illustrations
Cosmo

Colos, villages vacances, auberges de jeunesse... Ces espaces qui se sont multipliés à partir de l'été 1936 pour défendre le droit aux vacances des classes populaires sont en train de se refermer. Les vacances populaires survivront-elles à la marchandisation du secteur ?



Juin 1936. Le fond de l'air est rouge. Le Front populaire à peine élu, un formidable mouvement de grève éclate et se propage dans les usines, les commerces, les ateliers. Le patronat tremble et s'empresse de lâcher du lest pour éviter un embrasement révolutionnaire¹. Ce seront les congés payés et la semaine de 40 heures, des billets de train à tarif réduit et les premiers départs pour des milliers d'ouvriers.

Mais c'est seulement après la Seconde Guerre mondiale que l'idée de vacances pour tous – défendue notamment par les réseaux chrétiens, la CGT, le Front populaire et les associations d'éducation populaire – se concrétise vraiment. Soutenues par l'État, collectivités, associations et comités d'entreprise acquièrent en masse colonies de vacances, campings, auberges de jeunesse. « Il y avait alors une prise de conscience de l'importance du temps libre comme reconstitution de la force de travail mais aussi comme vecteur de cohésion sociale »,

indique Lilian Nobilet, délégué général de l'Union nationale des associations de tourisme. À partir de la fin des années 1950, le format des villages vacances se multiplie aussi. « Ce qui caractérise ces lieux, ce sont les espaces communs pour les repas, les animations et les festivités », poursuit Lilian Nobilet.

« Avant 1936, il n'y avait pas de politique publique du temps libre et de la jeunesse », fait remarquer Jean-Michel Bocquet, pédagogue et directeur adjoint de la Maison de Courcelles, association qui organise notamment des colonies de vacances depuis plus de quarante ans. Le concept de « colonie de vacances », formalisé par un pasteur suisse, avait d'abord été importé au XIX^e siècle dans un souci « sanitaire et hygiéniste. L'idée est de sortir les gamins pauvres des villes et de leur proposer un bol d'air pur, une alimentation de qualité et de l'activité physique afin qu'ils reviennent chez eux avec quelques kilos en plus », explique Jean-Michel Bocquet. Les acteurs de l'éducation populaire, laïcs comme

1. L'effroi qui saisit alors la classe dirigeante et qui la pousse à donner tant en un temps si court est documenté par l'historienne Ludvine Bantigny dans son livre *La Bourse ou la vie. Le Front populaire, histoire pour aujourd'hui* (La Découverte, 2026).

confessionnels, s'en emparent ensuite, afin de développer leur principe d'agir sur l'éducation en dehors de l'école.

Dès le début du XX^e siècle, les colonies de vacances deviennent aussi un champ de bataille idéologique. « *Communistes, socialistes, francs-maçons, catholiques: chacun va construire son propre réseau en lien avec des fédérations d'éducation populaire alliées, avec l'idée de former les jeunes selon leurs orientations politiques* », poursuit le chercheur en sciences de l'éducation. Mais progressivement, les colos perdent leur dimension idéologique et se recentrent sur l'aspect éducatif, suivant ainsi la dynamique générale des fédérations d'éducation populaire qui se dépolitisent à mesure qu'elles se spécialisent dans l'accès aux loisirs et à la culture².

2. Lire *Socialter* n° 69, « Éducation populaire: la révolte, ça s'apprend ? », avril-mai 2025.

Les vacances destinées aux ménages les plus modestes étant peu rentables, les acteurs lucratifs imposent une montée en gamme du secteur du tourisme social. Seules les grosses structures sont en mesure de réaliser les investissements nécessaires pour rester attractifs. Ainsi, Touristra, qui comptait 18 villages vacances, a été liquidé en 2024. Les auberges de jeunesse connaissent un sort similaire. La Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ), leur réseau emblématique, a été placée en liquidation judiciaire en mars. Outre ses difficultés à rénover son parc immobilier vieillissant, la FUAJ avait tenu à « *maintenir des auberges dans des lieux plus utiles au territoire qu'à l'exploitation économique, comme en zone rurale ou en montagne* », note Lilian Nobilet. La loi du marché



Les vacances populaires perdent leurs maisons

Subventionnées par l'État, les colos poussent comme des champignons tandis que le nombre d'enfants qui partent ainsi en vacances ne cesse de croître. On en compte 300 000 en 1945. Un million dans les années 1950 et jusqu'à 4 millions dans les années 1960. Mais une fois ce pic atteint, une inexorable décline s'amorce³. Avec le tournant de la rigueur dans les années 1980, le robinet des financements publics est coupé tandis que les contraintes réglementaires explosent. De nombreuses colos disparaissent⁴ par manque de moyens matériels pour entretenir les bâtiments vétustes ou répondre aux nouvelles normes. « *Les colos ne sont alors plus un outil de politique publique porteur d'une visée pédagogique et de mixité sociale mais un produit comme un autre*, déplore Jean-Michel Bocquet. Et, comme dans tout marché, une concentration des acteurs s'opère. Les petites associations ferment et des mastodontes se forment comme le groupe UCPA et sa filiale commerciale Telligo. »

3. Cette baisse est toujours en cours. En 2024-2025, 1,3 million d'enfants sont partis en colonie, soit le niveau des années 1950.

4. Il n'existe pas de chiffre au niveau national, mais la sociologue Magalie Bacou rapporte le cas des Alpes-Maritimes, qui comptaient cinquante colonies dans les années 1960 et seulement une en 2016.

5. Magalie Bacou, Jean-Marie Bataille, Baptiste Besse-Patin, Jean-Michel Bocquet, Éric Carton et al., « Des séparations aux rencontres en camps et colos », ministère de la ville, de la jeunesse et des sports, 2016.

ne lui a pas pardonné le fait d'avoir privilégié la logique sociale à la logique commerciale. L'État ne maintenant ses aides qu'auprès des plus vulnérables, les classes moyennes se détournent de ces formats.

Changer de modèle

Dans un rapport⁵ très discuté par les professionnels du milieu, et rendu en 2016 au ministère de la ville, de la jeunesse et des sports, neuf chercheurs alertaient sur le recul des colos généralistes au profit de colos thématiques, décrites comme commerciales, avec pour conséquence la fin de ces espaces de rencontre et de mixité sociale pour les jeunes. « *Pour attirer les clients, il faut proposer des activités vendeuses, ce qui augmente les coûts. Cela crée des séjours de riches et des séjours de pauvres. Aux enfants des classes aisées les colos Harry Potter, surf en bord de mer ou à l'étranger, aux enfants de pauvres la colo multi-activités dans le Massif central* », résume Jean-Michel Bocquet, l'un des coauteurs.

Pour éviter cette séparation des publics, le rapport invite à « dépasser le modèle colonial » adopté dans les années 1950 par la plupart des grands acteurs de l'éducation populaire. Ce modèle pédagogique postule que l'adulte connaît les besoins de l'enfant et, sur la base de ce savoir, peut préparer depuis son bureau un programme détaillé et ainsi vendre un produit standardisé sur catalogue. En opposition à ce format hégémonique, des petites structures se sont regroupées au sein du Collectif Camp Colo pour défendre des pratiques inclusives pour tous les enfants.

« L'opposition entre les gros et les petits est caricaturale, réfute cependant Lilian Nobilet. L'urgence, c'est le désengagement de l'État et le fait qu'un tiers des Français ne partent pas en vacances chaque année faute de moyens. Moi non plus, je n'aime pas les catalogues mais il faut faire preuve de pragmatisme. Si on ne propose pas d'activités pour susciter l'intérêt des collectivités, des parents et des enfants, il n'y aura pas de colos du tout. La question est : comment faire pour que les activités ne prennent pas le pas sur les principes pédagogiques ? », nuance-t-il.

Des expériences comme celle menée depuis 2020 du côté de Rouen par l'association Des camps sur la comète démontrent pourtant la possibilité d'évoluer à rebours de la logique marchande. « On dit que les colos vont mal mais nous on n'a aucun problème à remplir nos séjours », s'amuse Guillaume Viger, salarié de l'association. Leur secret : des camps sous tente, à 15 kilomètres de Rouen, un lien de confiance tissé avec les parents grâce à des activités proposées tout au long de l'année et une dose de bénévolat pour la gestion de l'association. Le fait de ne pas mettre en avant d'activité coûteuse leur permet d'être plus accessibles. « On est parmi les moins chers, malgré des taux d'encadrement trois fois supérieurs à ce qu'impose la loi. Ça permet de faire des petits groupes et d'évoluer au rythme des enfants. On ne les réveille jamais le matin par exemple. On choisit les menus avec eux, on cuisine ensemble, on crée des activités en plein air, et ça nous suffit », se satisfait l'animateur. Pour assurer la mixité sociale des séjours qui accueillent entre 150 et 200 jeunes chaque année, l'association réserve un tiers des places à des enfants venus par le biais du Secours populaire. Les cotisations de parents solidaires permettent aussi de proposer des tarifs réduits aux familles moins fortunées.



Un rapport récent constate d'ailleurs que la disponibilité d'une offre locale portée par les collectivités et les associations locales favorise le départ en vacances des classes moyennes et populaires.



Autre piste : la résistance des municipalités. Alors que la plupart des collectivités ont sous-traité l'organisation des colos, la mairie communiste de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) a fait le choix d'organiser elle-même la majorité d'entre elles pour garder vivante et concrète l'idée de mixité sociale. En 2025, 1 000 enfants ont pu partir dans les trois centres de vacances que la mairie a conservés. Un rapport récent de l'Observatoire des vacances et des loisirs des enfants et des jeunes (Ovlej)⁶ constate d'ailleurs que la disponibilité d'une offre locale portée par les collectivités et les associations locales favorise le départ en vacances des classes moyennes et populaires.

Mais comment généraliser ces bonnes pratiques et faire du droit aux vacances une réalité plus partagée ? Pour Jean-Michel Bocquet, l'espoir réside dans la multiplication des initiatives locales et la création d'un rapport de force pour les défendre. « On doit compter sur la société civile pour contraindre les décideurs », invite-t-il. Pour ça, il nous faudra renouer avec l'idée, centrale au moment du Front populaire, que les vacances ne sont pas un privilège bourgeois mais un droit à la légèreté et au repos auquel tout le monde devrait pouvoir accéder.

6. Lydia Thiérous, « L'organisation différenciée des temps extrascolaires », Observatoire des vacances et des loisirs des enfants et des jeunes, mai 2026.